

La dualisation des sociétés actuelles

Essai présenté dans le cadre du concours prix sociologie-UQAM 1995

Robert Duhaime

La sociologie saisie par la littérature

Numéro 26, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002348ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002348ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Duhaime, R. (1996). La dualisation des sociétés actuelles : essai présenté dans le cadre du concours prix sociologie-UQAM 1995. *Cahiers de recherche sociologique*, (26), 171–175. <https://doi.org/10.7202/1002348ar>

La dualisation des sociétés actuelles

Essai présenté dans le cadre du concours
prix sociologie-UQAM 1995

Robert DUHAIME

Si le ver à soie filait toute la journée, sans jamais devenir papillon, il serait le parfait salarié.

KARL MARX

Il y a quelque temps, je travaillais pour une firme de consultants en géophysique. Mon patron m'invita à dîner. C'était un peu avant le congé de Noël et, comme tous les ans, les techniciens de l'entreprise étaient remerciés de leurs services à cette période de l'année.

Après une attente qui me parut aussi grande que mon inquiétude, je fus invité à prendre place à bord de l'auto du *boss*.

Je le regardai de façon dévouée et lui dis: «Ce n'est pas la même Mercedes que cet été.»

Il me répondit avec arrogance: «J'en ai deux, comme ça j'ai pas besoin de changer les pneus.»

*
* *

Pour comprendre ce qui arrive, il importe de voir d'abord les origines de la dualisation de la société, puis de dégager un lien de causalité. On pourra ensuite se demander s'il existe des moyens permettant d'éviter le phénomène, si des actions concrètes peuvent être entreprises pour nous prémunir contre une telle situation.

La dualisation des sociétés n'est pas le résultat de la seule conjoncture actuelle. Elle trouve sa source dans le développement de la propriété privée et de l'inégalité parmi les hommes. Il s'agit d'un long processus d'interaction entre les individus, les clans, les familles, les peuples et les races, que l'histoire a consacré.

Une société scindée est le fondement du système capitaliste. Le rôle de la démocratie est de rendre viable une telle organisation sociale. Mais, de plus en plus, la démocratie semble impuissante à réduire l'écart entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, malgré les valeurs qui la fondent: la liberté, l'égalité et la fraternité.

Qu'en est-il de ces valeurs?

La question est de savoir si nous sommes vraiment en démocratie quand ses fondements en sont travestis et quand le discours social est dominé par d'autres valeurs: la productivité, la compétitivité et l'individualisme. Ce sont ces dernières valeurs, issues de la société industrielle, qui dirigent la société vers le nouveau siècle.

C'est cette transformation des bases de la démocratie qui est la cause majeure de l'actuelle dualisation sociale, dont les effets se font sentir fortement au Québec depuis la dernière décennie.

Ce changement de valeurs n'est pourtant que la pointe de l'iceberg.

Le manque de perspective des décideurs, la dégénérescence de l'élite et le confort et l'indifférence dans lesquels se noie la masse des individus sont autant d'ingrédients qui menacent les sociétés modernes.

La principale manifestation de la dualisation des sociétés est le phénomène de l'exclusion sociale. Selon Alain Touraine¹, la société est en train de basculer d'une opposition verticale (ceux d'en haut contre ceux d'en bas) à une coupure horizontale (ceux du dedans contre ceux du dehors). Il s'agit de la fameuse société centrifuge.

Un vieil adage dit: «On reconnaît l'arbre à ses fruits.» Je vais tenter d'inventorier la récolte. Pour ce faire, j'ai regroupé en trois catégories les exclus.

Le premier ensemble se compose d'individus rejetés. On les retrouve généralement dans les centres-villes. Ils n'ont souvent ni domicile fixe ni famille. Ce sont des clochards, des itinérants, des malades dont personne ne veut. Ces marginaux dépendent de la mendicité, des organismes de charité et des attentions que la société veut bien leur accorder.

Dans les régions éloignées, des itinérants se sont vu offrir un billet d'autobus, «aller Montréal», par les policiers locaux. Dans certains centres hospitaliers, des malades atteints du sida se sont vu refuser des

¹ A. Touraine, «Face à l'exclusion», *Esprit*, février 1991.

services de santé adéquats, une façon de les inciter à partir pour la métropole. La désinstitutionnalisation des malades mentaux a carrément envoyé à la rue des personnes inaptes à se prendre en charge.

Tous ces individus font partie de l'évacuation extrême de la société. C'est aussi l'image la plus répandue de l'exclusion. Pourtant, le processus d'épuration ne s'arrête pas là.

Un deuxième ensemble regroupe la majorité des laissés-pour-compte.

Ceux-là vivent dans les quartiers pauvres qui sont devenus de véritables ghettos et ils connaissent le rejet systématique de la société et l'isolement.

Je parle ici des familles qui vivent sous le seuil de la pauvreté et qui dépendent des mesures mises en œuvre par l'État-providence. Ce sont les familles monoparentales dirigées par les mères; ce sont les personnes âgées abandonnées à elles-mêmes après de longues années au service d'une société ingrate; ce sont les jeunes décrocheurs qui ont perdu tout espoir en l'avenir; ce sont enfin les familles traditionnelles déchirées par la perte d'emploi du principal pourvoyeur.

Un cortège de problèmes sociaux planent au-dessus de leurs têtes comme des vautours. Ils sont les proies faciles des maux sociaux: toxicomanie, violence, criminalité, etc.

Ces deux catégories rassemblent ce que je crois être les cas les plus visibles d'exclusion sociale.

Il existe un autre groupe, moins visible à cause de sa répartition géographique, mais qui n'en demeure pas moins un groupe d'exclus.

Ce troisième ensemble se trouve à la périphérie de la société centrifuge. Il englobe les travailleurs qui occupent des emplois précaires ou mal rémunérés, les semi-chômeurs et les travailleurs sous-qualifiés. N'ayant aucune protection et à la merci de leurs patrons, ces gens vivent constamment dans l'incertitude. Ils ne peuvent concrétiser un projet de vie et doivent sans cesse remettre en question leurs attentes.

L'apparition de cet ensemble sonne le glas des classes moyennes. André Gorz² mentionne, que selon l'idéologie néoconservatrice, l'exclusion est une sélection des plus aptes. Ce tri a pour but de mettre

² A. Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Éditions Galilée, 1980; *La métamorphose du travail*, Paris, Éditions Galilée, 1988.

au premier plan une élite de travailleurs. Ces privilégiés, grâce à leurs compétences et à leurs aptitudes, seront les piliers d'un capitalisme renouvelé, plus dynamique et débarrassé de ses scories.

En ce moment, la plus grande partie des nouveaux emplois rejette les candidats à la périphérie de cette société centrifuge, principalement les jeunes qui accèdent au marché du travail. De cet état de choses découle une nouvelle réalité: l'évacuation en chaîne et ses conséquences, l'incertitude, l'isolement, le rejet, etc.

Il est plus que temps de réagir, s'il existe encore quelqu'un qui croit en la démocratie. Par l'imagination et la créativité, nous pouvons améliorer la civilisation et nous prémunir contre les maux qui nous accablent. Il faut abolir l'appareil totalitaire dont nous sommes prisonniers. Il faut violer les règles qui ont fait leur temps et en établir de nouvelles sur un fond démocratique inébranlable. Une rupture avec les idéologies périmées est une nécessité.

L'idéologie du travail est maintenant dépassée. L'idée que plus on produit, mieux on se porte engendre une prolifération d'effets pervers. Penser que ceux qui ne travaillent pas ou peu sont responsables de leur situation est évidemment faux. La conception du succès social basé exclusivement sur le travail est devenue caduque.

L'évolution technologique a pour effet de permettre une production accrue en exigeant moins de labeur. Les citoyens se trouvent ainsi libérés d'une partie de l'ouvrage nécessaire à la satisfaction des besoins de la collectivité. Cependant, la distribution du travail est très inégale. Certains ont trop de travail rémunéré alors que d'autres n'en ont pas du tout. Pourtant, ceux qui occupent un emploi à plein temps ne demanderaient pas mieux que de faire autre chose de leurs journées.

Mais, dans le système actuel, une diminution du nombre d'heures de travail s'accompagne d'une baisse du revenu, ce que beaucoup de ceux qui conservent leur emploi refusent. Pourtant, il faut à tout prix donner la chance de travailler à tous ceux qui le veulent. Le nouveau mot d'ordre doit être «travailler moins pour travailler tous».

Des mesures énergiques doivent être prises dans le but de redistribuer le travail. Il s'agit de faire participer les exclus au même titre que les autres. Ces dispositions d'intégration sociale auraient pour effet d'atténuer les ressentiments entre ceux du dedans et ceux du dehors de la société centrifuge.

Les inclus qui croient porter la société sur leurs épaules seraient soulagés d'une partie importante de leur fardeau; les exclus qui pensent

qu'il n'y a plus de place pour eux dans ce monde retrouveraient le goût de vivre. C'est sur le compromis quant au partage des richesses que se fondent les valeurs démocratiques que sont la liberté, l'égalité et la fraternité.

Une fois les individus libérés de l'aliénation, causée par la dualisation temps-moyens, le temps pour les uns, les moyens économiques pour les autres, le sentiment chez tous de participer également à l'évolution de la société engendrera nécessairement un esprit de fraternité. C'est de cette convivialité qu'une nouvelle sphère d'activités autonomes naîtra.

Dans ce contexte d'inclusion fondée sur des valeurs démocratiques, la société centripète verra le jour. Une sphère d'activités diversifiées et articulées viendra combler les exigences économiques de la société. La sphère des activités autonomes contribuera à l'amélioration des rapports humains et des rapports avec la nature.

C'est ainsi que des projets communautaires et locaux seront mis en chantier pour le mieux-être de la collectivité. Quand les individus se serrent les coudes, ils sont capables de l'impossible.

Ce que je propose est un renouvellement de notre contrat social. Le productivisme libéral porté par le capital et la technostructure a dissous toute chance d'unité des individus. Les valeurs fondamentales ont été perdues dans cette cohue. Un «apartheid» universel est en train de prendre racine sur une planète qui a du mal à respirer. Peut-on se croiser les bras et attendre le pire?

Un jour les exclus du Nord lâcheront un cri de liberté, l'écho de ce cri se répercutera au Sud. On mesurera alors l'ampleur du changement à l'aune du laxisme des années passées.

Pour ma part, je rêve du jour où tout le monde aura pris conscience de cette phrase de Jean-Jacques Rousseau: «Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre est à personne³!»

Robert DUHAIME
Sciences humaines
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

³ J.-J. Rousseau, *Du contrat social*, Paris, Union générale d'éditions, 1973, p. 345.